Edito | La gauche à l'épreuve des roms

Il n' y a pas que l'économie...Voici la gauche à l'épreuve d'un autre volet de la rude réalité de la France d'aujourd'hui : l'urgence sociale. En l'occurrence, et même si la précarité est multiforme et touche de plus en plus des citoyens de toute extraction, l'accueil des roms est un défi singulier que notre société est incapable de relever, sans susciter les polémiques les plus vives.

En appliquant des décisions de justice dans le Nord, à Lyon ou Marseille le gouvernement, avec le ministre de l'intérieur Manuel Valls aux commandes, est la cible des critiques les plus rudes. Elles émanent de la gauche de la gauche, des écologistes et des associations, tandis que la droite félicite avec des nuances le ministre. Passons sur ce scénario de politique politicienne bien franco-français qui ne contribue en rien à résoudre les problèmes.

Que faire ? Organiser des expulsions avec des aides humanitaires au retour prévues par la loi ? C'est ce que la gauche, après la droite, met en œuvre sous l'oeil vigilant de la Commission européenne qui, déjà, avait l'an passé rappelé la France à ses devoirs. La complexité vient en effet de ce que les roms sont des citoyens européens et qu'à ce titre ils bénéficient de la libre circulation, à la nuance près, qu'ils ne peuvent accéder à l'emploi à cause de mesures de protections transitoires. Cette situation et les quelques 300 euros d'aide au retour ne permettent pas de changer le cours des choses. Les faits l'ont prouvé et les associations qui sont en première ligne le savent mieux que les pouvoirs en place.

Faut-il pour autant se satisfaire de ces réalités de terrain inacceptables, tant sur le strict plan sanitaire que d'un point de vue humain ? Certes pas. Le paradoxe, souvent méconnu, vient de ce qu'en été les conditions de vie et d'hygiène minimales ne sont pas réunies ; elles sont même souvent pires par temps de grande chaleur. Toutes les grandes villes et leur proximité immédiate sont concernées, qu'il s'agisse de campements « sauvages » ou de squats dans un état de délabrement lamentable.

Des familles, des enfants notamment, y croupissent dans les pires conditions et les élus, en première ligne, sont d'autant plus dans l'embarras qu'ils n'ont pas de solutions d'hébergement alternatives. Ce défi n'est d'ailleurs pas réductible à la seule situation des roms. C'est toute la question de l'urgence sociale qui est posée avec une acuité qui va grandissante car il n'y a pas que les roms ; le nombre des migrants économiques augmente actuellement, en provenance d'Afrique mais aussi des pays voisins immédiats que la crise frappe plus durement que le nôtre. Il est urgent que face à la crise économique qui s'installe, avec des perspectives de récession qu'on ne voulait pas regarder en face, la France prenne l'initiative d'un débat dont l'Union Européenne doit être le cadre. Et que nous soyons capables dans ce pays qui se revendique « des droits de l'homme » de proposer des solutions de longue haleine plutôt que de polémiquer, sans fin, autour de mesures expéditives qui ne résolvent rien.

Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 11/08/2012

Url de cet article